

débatmilitant

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 129 30 novembre 2006

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard, Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Les collectifs pour un rassemblement anti-libéral pris à leur propre piège

Le 23 novembre, José Bové annonçait qu'il retirait « *pour l'heure* » sa proposition de candidature à la présidentielle dans le cadre des collectifs.

Alors que, depuis des mois, tous les candidats multiplient les déclarations pour dire que le processus de désignation sera réellement unitaire et consensuel, à l'approche de l'échéance, les vrais rapports de rivalités s'expriment. Le PC a assuré qu'il jouerait le jeu des candidatures unitaires, en faisant mine d'accepter une position d'égal à égal avec des personnalités ou des groupes sans influence un tant soit peu comparable à la sienne. Maintenant, comptant sur la force de son appareil, il se retourne et cherche à imposer Marie George Buffet sans dire ce qu'il fera si elle n'est pas retenue le 10 décembre.

Face à ces méthodes qui rompent avec le consensus, Bové comme d'autres petits candidats à la candidature répondent par un chantage politique, tout aussi peu démocratique. Dans sa lettre, il dénonce les méthodes du PC qui « *a multiplié la création de collectifs qui ne représentent, localement, que la sensibilité communiste. Il mène campagne de manière autonome, en parallèle de quelques grands meetings unitaires. Il se livre à des pratiques d'un autre âge en refusant, par exemple, de valider le procès-verbal d'une réunion de notre collectif national au cours de laquelle l'écrasante majorité des participants a fait savoir que Marie-George Buffet ne pouvait pas incarner, sur le bulletin de vote, la richesse de notre rassemblement* ».

Il s'en prend également à la LCR qu'il accuse de pratiquer « *l'unité à la carte* », après avoir déclaré qu'il ne pourrait être candidat que si la LCR revenait... pour faire contrepoids vis-à-vis du PC. Mais il refuse toujours de discuter réellement du fond politique : pour lui comme pour le PC, le débat est tranché et la LCR « *multiplie les arguments pour justifier un prétendu désaccord de fond sur notre orientation commune* ».

De même, une pétition circule demandant le retrait de la candidature de Buffet avec, comme premiers signataires Yves Salesse et Clémentine Autain, qui cherchent à profiter de la crise provoquée par Bové pour valoriser leur propre candidature à la candidature....

Tout comme Bové, la dite pétition réclame aussi le retour de la LCR dans le processus mais sans un mot pour se démarquer de l'orientation des collectifs qu'ils ont élaborée avec le PC et acceptée.

Les désaccords portent sur les questions de personne et d'ambitions, même si les rivaux de Marie George Buffet n'hésitent pas à flatter les réticences que suscite son passé d'ex-ministre de la gauche plurielle.

Salesse, lui, n'était qu'au cabinet de Gayssot, ministre des transports dans le même gouvernement...

Tous se situent sur le même terrain politique, à l'image de José Bové qui explique dans sa lettre : « *Je n'entends pas m'engager pour autre chose qu'une démarche unitaire et populaire visant à modifier durablement, à l'occasion de l'élection présidentielle, la donne électorale à gauche* ». Tout comme il revendiquait la « *gagne* » au meeting de Montpellier : « *Nous avons décidé de passer de la résistance au pouvoir. On ne pourra pas continuer à résister sans gagner pour changer la logique libérale* ».

Alors que les ambiguïtés se révèlent, que les contradictions explosent, que le jeu de dupes entre le PC et les autres composantes des collectifs se retournent contre ceux-ci, il nous faut maintenant poursuivre la discussion à la lumière de l'expérience et des faits, en revenant justement sur la question du fond politique. Les méthodes antidémocratiques des uns et des autres rejoignent les questions de fond de la politique des antilibéraux. Ces derniers disent s'opposer à l'orientation du PS pour mieux changer le rapport de force en vue d'un accord... avec le PS. Leur démarche est par elle-même antidémocratique.

A cela, les anticapitalistes opposent une démarche démocratique, c'est-à-dire fondée sur la clarté des idées, des objectifs et de la méthode, car leur seul souci est d'aider au regroupement des travailleurs pour défendre leurs propres intérêts.

Antilibéralisme et question gouvernementale

Alors que la possibilité d'une éventuelle victoire de la gauche se précise, le contenu réel de l'orientation politique des collectifs se révèle clairement. Marie-George Buffet, bien que « *très préoccupée* » de la désignation de Ségolène Royal, en appelle à la victoire de « *toute la gauche* », en se démarquant ouvertement d'une « *gauche de la gauche* » qui ne créerait pas une « *dynamique majoritaire* ». Si les autres composantes des collectifs s'en défendent, avec parfois des phrases radicales, et flattent la méfiance vis-à-vis du PC et de sa porte-parole, c'est aussi que leur propos engagent moins que ceux de Marie George Buffet.

Mais leur démarche est la même, ils restent sur le terrain institutionnel et électoral en accord avec le PC, et donc n'ont d'autre choix pour être majoritaires dans ce cadre que de passer alliance avec le PS.

Ce faisant, les collectifs tournent le dos à la rupture qui s'était affirmée le 29 mai, contre tous les partis gouvernementaux de droite et de gauche, qui attaquent les travailleurs depuis des années et se retrouvaient dans le camp du oui. Mais aujourd'hui, il ne s'agit pas d'un référendum, mais d'élections pour avoir des élus et pouvoir participer à des exécutifs. Cela est d'une toute autre nature et impose de ménager la possibilité d'un accord avec le PS tout en se donnant les moyens de négocier au mieux le rapport de force.

Seul le PC le dit, les autres maintiennent les ambiguïtés et les camarades de la minorité de la LCR pris au piège de leurs illusions sur les vertus de la dynamique unitaire ne veulent ni entendre ni voir la réalité en face.

Pour évacuer la question du PS, les collectifs multiplient les grandes déclarations sur la « *gagne* », disant qu'il faut voir grand, que l'on peut obliger le PS à changer, sans discuter des rapports de force tels qu'ils existent. Pourtant, ces rapports de force existent très concrètement. Ce sont déjà tous les exécutifs régionaux, départementaux où PS, Verts et PC cogèrent, votent les « *délégations de services publics* » ou les emplois précaires. Demain, ce seront les vrais rapports de force parlementaires sous la pression desquels le PC a été laminé...

Quant à la formule du refus de participer à « *un gouvernement dominé par le social-libéralisme* », son ambiguïté correspond à l'ambiguïté de cette orientation d'une gauche anti-libérale qui cherche créer un rapport de force pour négocier avec le PS une participation gouvernementale ou des postes parlementaires.

D'ailleurs, Hollande n'a aucune réticence à se dire anti-libéral en déclarant lors de la cérémonie de ratification de la candidate : « *Nous sommes des anti-libéraux, mais il y en a qui veulent être plus anti-libéraux encore. Ils en ont le droit, mais ils seront devant ce choix simple : est-ce qu'ils prennent le risque de laisser les vrais libéraux cinq ans de plus au pouvoir ou nous donneront-ils à nous, qui voulons maîtriser le capitalisme, dominer le capitalisme, les moyens d'agir ?* ». Et pour préciser les choses, il rajoute : « *Nous sommes les plus forts à gauche. Nous devons donc être les plus humbles pour revendiquer l'union et le rassemblement, tout simplement parce que nous ne gagnerons pas seuls l'élection présidentielle et que nous*

ne gouvernerons pas seuls le pays. Nous avons besoin de toute la gauche, de celle qui veut avec nous agir, réformer, transformer ».

Montebourg, ex-défenseur du Non devenu porte-parole de Ségolène Royal, fait déjà ses offres en déclarant : « *Nous allons nous donner la main, (...) le rassemblement se fera sans problème entre les trois candidats à l'investiture (du PS), et ensuite entre toutes les autres gauches* ».

La question que pose la LCR est bien réelle et les antilibéraux fuient le débat, comme ils l'avaient fui en septembre en ne mettant pas au vote les amendements de la LCR sur les responsabilités des gouvernements de gauche dans les attaques de ces 25 dernières années et sur le refus d'une coalition gouvernementale ou parlementaire avec le PS. Ce débat, nous le menons largement, car la démocratie commence avant tout par la clarté politique, et nous le porterons pendant la campagne elle-même : participer à un gouvernement avec le PS, pour soi-disant peser dans un sens plus anti-libéral (avec le bilan que l'on sait) ou mener une politique anticapitaliste, en cherchant à construire le rapport de force politique sur le terrain de la lutte de classe pour revenir sur toutes les attaques de la bourgeoisie et imposer le contrôle de la population.

Regrouper sur des bases démocratiques dans les entreprises et les quartiers

Le sens du Non lors du référendum était l'affirmation d'une rupture avec les partis gouvernementaux de droite et de gauche qui ont mené l'offensive contre le monde du travail depuis une vingtaine d'années. Ce vote était l'expression d'une dynamique anticapitaliste au sein du monde du travail qu'il s'agit d'armer politiquement en lui donnant une perspective politique de transformation de la société. C'est le sens même de la candidature d'Olivier Besancenot.

Il s'agit de formuler une politique indépendante pour le monde du travail, quel que soit le gouvernement en 2007. Reprendre l'offensive exige de se libérer des chantages électoraux. Face à la bourgeoisie qui mène son offensive tout azimut pour faire baisser le coût du travail, ce ne sont pas quelques promesses électorales ou grandes déclarations qui pourront changer quoi que ce soit. Le problème est d'inverser le rapport de force avec la bourgeoisie, en ayant un programme politique pour les luttes, c'est-à-dire un programme qui pose à la fois l'urgence des luttes sociales et l'urgence démocratique, c'est-à-dire la question du contrôle des travailleurs et de la population sur toute la marche de la société.

Le texte programme « *Ce que nous voulons* » des collectifs est de ce point de vue un catalogue de bonnes intentions électorales, par en haut qui ne se pense pas comme un programme pour les luttes. Il parle de « *changer la donne* », mais sans jamais en indiquer les moyens.

Du coup, la question des salaires est posée à minima, « *Le SMIC sera immédiatement porté à 1500 euros brut et rapidement à 1500 euros net* ». De même, la revendication des 300 € pour tous d'augmentation de salaires, qui nécessite justement la convergence des luttes pour changer le rapport de forces en profondeur, n'est pas reprise. A la place, le texte promet qu'une « *conférence nationale tripartite (patronat, syndicats, Etat) sur les salaires sera immédiatement convoquée. Le nouveau gouvernement y pèsera en faveur d'une revalorisation générale des salaires, de l'ordre de 300 euros* ».... Tout doit rester dans le cadre bien huilé des institutions.

Sur la question de la lutte contre les licenciements, le texte discute longuement surtout sur le « *nouveau statut du salariat* » et la « *sécurisation des parcours de travail et de vie* ». Quand il évoque l'interdiction des licenciements pour les entreprises qui réalisent des profits, il en fait une mesure du type de l'autorisation administrative de licenciement qui n'a jamais empêché grand-chose.

Au contraire, alors que les plans sociaux se multiplient, la revendication de l'interdiction des licenciements est un objectif pour les luttes qui passe par le contrôle, par en bas, des salariés sur la marche des entreprises, sur leurs profits et sur les comptes souvent maquillés pour déclarer des déficits.

L'urgence sociale exige de s'en prendre aux profits et à la propriété privée, et du coup pose la question de quel type de gouvernement pourrait faire cela. L'Etat n'est pas une machine qui peut servir tantôt les patrons, tantôt les salariés. Il est là pour garantir et protéger la propriété privée des actionnaires et des patrons. Pour imposer aux capitalistes des mesures d'urgence, il est évident qu'il faudra un rapport de force et des organes de contrôle, dans les entreprises et les quartiers, pratiquant la démocratie directe. C'est par un tel processus

qu'un réel gouvernement des travailleurs peut devenir une réalité et être un moyen de s'en prendre au pouvoir illégitime de la finance sur la société.

C'est une telle perspective politique aux luttes et aux mobilisations que nous voulons porter dans le débat, en travaillant à l'unité des anticapitalistes.

Denis Seillat



**N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler *débatmilitant*. Merci.**